

Les enfants de la transhumance rêvent d'une vie d'écoliers

Dans les pays sahéliens, les enfants d'éleveurs nomades ont difficilement accès à l'éducation. Ce pourrait être la limite principale de la pérennisation du métier de pasteurs qui ont choisi de limiter la transhumance pour scolariser leurs enfants.

« **L**ES nouvelles technologies sont porteuses d'espoir pour les questions éducatives en milieu isolé... elles peuvent redonner vie au pastoralisme », a assuré Boureïma Dodo, secrétaire exécutif du Réseau des organisations d'éleveurs et de pasteurs d'Afrique de l'Ouest, lors du colloque Farm sur l'agriculture et l'insécurité à Paris, le 16 décembre. Dans les pays du Sahel, concilier la transhumance et la scolarisation des enfants est quasiment impossible. Pourtant, des initiatives commencent à voir le jour pour réconcilier vie nomade et éducation. « Des réflexions sont menées sur les programmes d'école pour les enfants de nomades », explique Thierry Vircoulon, directeur Afrique centrale pour le think tank International Crisis Group (ICG). Ce ne semble être que le début, mais tout le monde semble convaincu. « Il faut adapter le système d'éducation à l'enfant », soutient l'agropasteur peulh (1) Boureïma Dodo. De fait, la période de scolarisation correspond à une « période difficile pour l'éleveur » qui cherche à faire pâturer son troupeau sur des espaces géographiquement très « dispersés ».

Un manque de services

De cette adaptation du système d'éducation dépend la pérennisation de la transhumance. Mais ce n'est pas la seule évolution du métier à prendre en compte. Elle est loin l'image de l'éleveur nomade isolé et coupé du monde. « Les éleveurs veulent avoir accès à d'autres services sociaux, comme le soin aux animaux », raconte Philippe Steinmetz, chef de projet agriculture, développement durable et biodiversité à l'AFD. Un tel projet est en cours au Niger et au Mali pour faciliter l'accès au médicament et aux soins vétérinaires. « On peut téléphoner partout. C'est une chance. Beaucoup de transactions financières se font par portable aujourd'hui », poursuit l'expert. Ces pistes sont en cours d'exploration, aussi, au sein des gouvernements des pays sahéliens soucieux de maintenir ce type d'élevage.

Des territoires de « seconde zone »

Néanmoins, les efforts à faire sont immenses dans un monde où l'économie dicte la majorité des orientations politiques. « Le monde de l'économie pastorale est informel, mais réel », développe Philippe Steinmetz. Il manque énormément de données chiffrées sur l'élevage nomade et les retombées économiques de cette activité. D'où une certaine frilosité des Etats à investir pour la pérennisation de la transhumance.

En outre, les territoires pâturés sont perçus comme « des territoires de seconde zone », regrette Boureïma Dodo. Ce manque de considération a précipité nombre de territoires dans l'insécurité.

« *Les rebelles ont anéanti les pasteurs. Il faut sécuriser les couloirs de transhumance* », insiste-t-il, témoignant de la crise de 2012 au Mali. « *Les groupes armés ont fait miroiter un avenir aux jeunes qui voulaient s'émanciper* », dénonce-t-il. Pour l'heure, le désinvestissement des Etats et des bailleurs de fonds dans l'agriculture et l'élevage inquiètent. « *On est à la fin d'une décennie de non-investissement et du manque de politique* », espère néanmoins Olivier Ray, responsable sortie de conflits à l'Agence française de développement.

Près 500 participants au colloque ont entendu l'appel à investir en agriculture pour aider à la stabilisation de certaines régions du monde. « *Reconquérir les filières d'élevage et leur durabilité, c'est évident, permet de sécuriser les territoires* », développe Thierry Vircoulon. Néanmoins, les causes profondes des crises sont multiples, rappellent les experts citant le chômage, les trafics illégaux (armes, drogues), la paupérisation, l'absence de l'Etat, les tensions ethniques... (CR)